



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 72.134/4
du 3 octobre 2022

advies 72.134/4
van 3 oktober 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'portant modification de
l'arrêté royal du 14 mars 2022
relatif aux services postaux'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
14 maart 2022 betreffende de
postdiensten'

Le 2 septembre 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification de l'arrêté royal du 14 mars 2022 relatif aux services postaux'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 3 octobre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Marianne DONY, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 3 octobre 2022.

*

Op 2 september 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 maart 2022 betreffende de postdiensten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 3 oktober 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Marianne DONY, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 3 oktober 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

En vertu de l'article 5, paragraphe 1, de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information', tout projet fixant une règle technique doit être communiqué « immédiatement » à la Commission européenne.

L'article 1^{er}, paragraphe 1, f), alinéa 1^{er}, de cette directive définit une règle technique comme étant « une spécification technique ou autre exigence ou une règle relative aux services, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont l'observation est obligatoire *de jure* ou *de facto*, pour la commercialisation, la prestation de services, l'établissement d'un opérateur de services ou l'utilisation dans un État membre ou dans une partie importante de cet État [...] ».

En conséquence, eu égard aux prescriptions énoncées à l'article 1^{er} du projet (article 5 en projet), il convient de suivre la procédure de notification.

Lors de cette communication prévue par l'article 5, paragraphe 1, de la directive (UE) 2015/1535, il convient d'également tenir compte de la période de *standstill* visée à son article 6 ¹.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'arrêté en projet se donne pour fondement juridique l'article 108 de la Constitution, qui confère au Roi le pouvoir général d'exécution des lois, ainsi que l'article 3, § 1^{er}, 8^o, de la loi du 26 janvier 2018 'relative aux services postaux'.

¹ En un sens similaire, voir l'avis n° 69.129/1 donné le 27 avril 2021 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juillet 2021 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 octobre 2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques et l'arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 4 mars 1999 fixant la liste des installations de classe IB, IC, ID, II et III en exécution de l'article 4 de l'ordonnance de 5 juin 1997 relatives aux permis d'environnement', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69129.pdf>.

2. L'article 3, § 1^{er}, 1^o et 8^o, de la loi du 26 janvier 2018 dispose comme suit :

« § 1^{er}. Les prestataires de services postaux :

1^o respectent les exigences essentielles.

Le Roi peut, dans un arrêté délibéré en Conseil des ministres, préciser les conditions à respecter en vertu des exigences essentielles ;

[...]

8^o respectent les conditions définies par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, portant notamment sur :

a) le traitement et la distribution des envois recommandés et des envois à valeur déclarée ;

b) le traitement des envois non distribuables et des envois tombés en rebut ; et

c) les envois interdits au transport postal pour des motifs d'ordre, de sécurité et de santé publics, ou encore les règles en matière de transport de matières dangereuses ».

3. Dans son avis n° 61.918/2/V² donné le 11 septembre 2017, à propos de la disposition, alors en projet, devenue l'article 3, § 1^{er}, 8^o, de la loi du 26 janvier 2018, la section de législation a formulé l'observation suivante :

« 3.1. Le paragraphe 1^{er}, 8^o, impose aux prestataires de services postaux de respecter 'les conditions définies par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, portant notamment sur :

a) le traitement et la distribution des envois postaux ;

b) les envois non distribuables et les envois tombés en rebut ;

c) l'usage et la vente de timbres-poste et d'autres titres matérialisant le droit à la prestation d'un service postal ; et

d) les envois interdits au transport postal'.

Comme l'a souligné la section de législation dans son avis 53.840/4³,

'l'article 9, paragraphe 1^{er}, de la directive 97/67/CE permet aux États membres d'introduire, pour ce qui est des services postaux qui ne relèvent pas du service universel, des 'autorisations générales' au sens de son article 2, 14), premier tiret, 'dans la mesure où cela est nécessaire pour garantir le respect des exigences essentielles' que son article 2, 19), énumère limitativement : 'les raisons générales de nature non économique qui peuvent amener un État membre à imposer des conditions pour la prestation de services postaux. Ces raisons sont la confidentialité de la correspondance, la sécurité du réseau en ce qui concerne le transport de matières dangereuses, le respect des conditions de travail et des régimes de sécurité sociale prévus par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives et/ou par les conventions collectives négociées entre partenaires sociaux au niveau national, conformément au droit communautaire et à la législation nationale et, dans les cas justifiés, la protection des données, la protection de l'environnement et

² Avis n° 61.918/2/V donné le 11 septembre 2017 sur un avant-projet devenu la loi du 26 janvier 2018 'relative aux services postaux', *Doc. parl.*, Chambre, 2017-2018, n° 54-2694/001, pp. 71 à 82, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61918.pdf>.

³ Note de bas de page n° 9 de l'avis cité : Avis n° 53.840/4 donné le 25 septembre 2013 sur un avant-projet devenu la loi du 3 février 2014 'portant des dispositions diverses relatives aux services postaux', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53840.pdf>.

l'aménagement du territoire. La protection des données peut comprendre la protection des données à caractère personnel, la confidentialité des informations transmises ou stockées ainsi que la protection de la vie privée'.

Certes, d'autres dispositions de la directive 97/67/CE permettent également d'imposer certaines obligations aux prestataires de services postaux, mais il s'agit d'obligations précises, à l'objet nettement circonscrit, comme l'article 19 de la directive 97/67/CE, qui est relatif aux procédures de réclamations des utilisateurs des services postaux et de règlement des litiges.

Enfin, il est permis d'avoir égard aux dispositions du Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, desquelles il découle que, dans la mesure qu'elles y prévoient, le Traité et le droit européen dérivé ne font pas obstacle au pouvoir des États membres de prendre des mesures justifiées par des raisons essentielles, comme la moralité publique, l'ordre public, la sécurité publique, la protection de la santé ⁴.

Au vu de l'ensemble de ces dispositions de droit européen, il reste que les obligations imposées aux prestataires des services postaux au titre de l'autorisation générale ne peuvent l'être que dans certaines limites, quant à leur objet et quant au but qu'elles poursuivent, et celles-ci doivent demeurer dans un rapport de proportionnalité raisonnable par rapport à l'objectif poursuivi'.

À cet égard, l'article 3, § 1^{er}, 8°, de l'avant-projet appelle les observations suivantes.

3.2. En ce qui concerne les points a) et b), la section de législation relève que si l'actuel article 148bis, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 habilite déjà le Roi à déterminer les conditions à respecter pour la distribution et le traitement de certains envois, c'est dans le cadre des conditions liées aux exigences essentielles et relativement à certains envois uniquement (recommandés, à valeur déclarée et non distribuables).

Dès lors que l'article 3, § 1^{er}, 8°, a) et b), confère au Roi le pouvoir de déterminer des conditions qui ne sont pas liées aux exigences essentielles et dont le champ d'application est (en théorie en tout cas) plus large que l'article 148bis, § 1^{er}, actuel, l'auteur de l'avant-projet doit être en mesure d'indiquer les raisons qui permettent de justifier l'imposition de telles obligations au regard des principes rappelés ci-dessus.

3.3. En ce qui concerne le point c), le délégué du Ministre a précisé ce qui suit :

'L'art. 143 de la loi de 1991 précisait que seul le Roi était autorisé à émettre des timbres poste qui représentent les droits à percevoir par bpost. L'habilitation reprise au point c) vise en fait à adapter la disposition de l'art. 143 à la réalité d'un marché totalement libéralisé dans lequel d'autres opérateurs postaux doivent également pouvoir émettre leurs propres timbres'.

Cette explication n'exprime pas avec suffisamment de précision les raisons qui pourraient justifier que le Roi fixe des conditions, à respecter par tous les prestataires de services postaux, quant à l'usage et la vente de timbres ou d'autres titres matérialisant le droit à la prestation d'un service postal.

⁴ Note de bas de page n° 10 de l'avis cité : Note de bas de page 3 de l'avis cité : Voir par exemple les articles 36 et 52 TFUE.

3.4. En ce qui concerne le point d), la section de législation, dans son avis n° 53.840/4, a observé ce qui suit :

‘S’agissant de la notion d’envois postaux qui ne peuvent être admis au transport postal, il peut être fait référence aux notions de droit européen que sont l’ordre, la sécurité et la santé publics, ou encore le transport de matières dangereuses ⁵’.

3.5. La disposition à l’examen sera revue à la lumière de l’ensemble des observations qui précèdent ».

4. La directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 ‘concernant des règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l’amélioration de la qualité du service’ n’ayant pas été modifiée depuis qu’ont été donnés les avis n°s 53.840/4 et 61.918/2/V, ce n’est qu’à l’aune et dans les limites que rappellent les observations contenues dans les avis reproduits ci-avant, que le Roi peut mettre en œuvre l’habilitation que lui confère l’article 3, § 1^{er}, 8°, de la loi du 26 janvier 2018. La circonstance que les différents objets sur lesquels portent cette habilitation sont énumérés de manière non exhaustive ⁶ n’enlève rien à ce constat. Il en va de même de l’invocation, dans le préambule du projet, au titre de fondement juridique, de l’article 108 de la Constitution et du pouvoir général d’exécution des lois que cette disposition confère au Roi.

Il appartient donc à l’auteur du projet d’être en mesure d’établir que l’obligation que l’article 1^{er} du projet entend imposer aux opérateurs postaux s’inscrit dans les limites ainsi rappelées. Sur ce point, la section de législation n’aperçoit toutefois pas, à priori, comment l’obligation de distribuer des colis dans des boîtes destinées à cet effet pourrait se justifier au regard des principes rappelés dans les avis précités de la section de législation.

5. En outre, les alinéas 3 et suivants, que l’article 1^{er} du projet entend ajouter à l’article 5 de l’arrêté royal du 14 mars 2022 ‘relatif aux services postaux’, n’ont ni pour objet ni pour effet d’imposer des obligations aux prestataires de services postaux : c’est aux usagers qu’ils imposent le respect de règles précises de dimensionnement, de conception et de signalétique auxquelles les boîtes à colis doivent répondre.

De telles règles ne peuvent trouver de fondement juridique dans l’article 3, § 1^{er}, 8°, de la loi du 26 janvier 2018, même combiné avec l’article 108 de la Constitution.

À titre de comparaison, il peut être renvoyé à l’article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi du 26 janvier 2018 qui, dans le cadre du service universel – et uniquement dans ce cadre – comporte une habilitation expresse et précise au ministre pour arrêter, sur proposition de l’Institut belge des services postaux et des télécommunications, la réglementation à laquelle doivent satisfaire les boîtes aux lettres pour que les usagers puissent bénéficier de la distribution des envois postaux relevant du service universel.

⁵ Note de bas de page n° 11 de l’avis cité : Note de bas de page 4 de l’avis cité : Voir, sur ce dernier point, l’article 2, 19), de la directive 97/67/CE.

⁶ Voir l’emploi de l’adverbe « notamment ».

Force est de constater qu'une telle habilitation, que ce soit au Roi ou au ministre, fait défaut en matière de boîte à colis ⁷.

6. En conclusion, le projet sera revu à la lumière des observations fondamentales qui précèdent.

*

⁷ À ce stade, et dans le cadre de l'examen de l'arrêté en projet, il n'appartient pas à la section de législation de se prononcer sur une éventuelle disposition législative future qui, *de lege ferenda*, aurait pour objet d'insérer dans la loi du 26 janvier 2018 une habilitation similaire au Roi ou au ministre concernant les boîtes à colis.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Krachtens artikel 5, lid 1, van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’ moet ieder ontwerp waarbij een technisch voorschrift vastgesteld wordt “onverwijld” aan de Europese Commissie meegedeeld worden.

Artikel 1, lid 1, f), eerste alinea, van die richtlijn geeft de volgende definitie van een technisch voorschrift: “een technische specificatie of andere eis of een regel betreffende diensten, met inbegrip van de erop toepasselijke bestuursrechtelijke bepalingen die *de jure* of *de facto* moeten worden nageleefd voor de verhandeling, de dienstverrichting, de vestiging van een verrichter van diensten of het gebruik in een lidstaat of in een groot deel van een lidstaat (...)”.

Bijgevolg, en gelet op de voorschriften die vervat zijn in artikel 1 van het ontwerp (ontworpen artikel 5), dient de kennisgevingsprocedure gevolgd te worden.

Bij die mededeling, waarin artikel 5, lid 1, van richtlijn (EU) 2015/1535 voorziet, dient eveneens rekening gehouden te worden met de standstillperiode vermeld in artikel 6 van de richtlijn.¹

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Als rechtsgrond voor het ontworpen besluit wordt artikel 108 van de Grondwet opgegeven, waarbij aan de Koning de algemene bevoegdheid verleend wordt om uitvoering te geven aan de wetten, alsook artikel 3, § 1, 8°, van de wet van 26 januari 2018 ‘betreffende de postdiensten’.

¹ Zie, in soortgelijke zin, advies 69.129/1 van 27 april 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 juli 2021 ‘houdende wijzigingen aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 30 oktober 2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden, en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke regering van 4 maart 1999 tot vaststelling van de ingedeelde inrichtingen van klasse IB, IC, ID, II en III met toepassing van artikel 4 van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69129.pdf>.

2. Artikel 3, § 1, 1° en 8°, van de wet van 26 januari 2018 luidt als volgt:

“§ 1. De aanbieders van postdiensten:

1° leven de essentiële eisen na.

De Koning kan, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de op grond van de essentiële eisen na te leven vereisten nader bepalen;

(...)

8° leven de voorwaarden na bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, die inzonderheid betrekking hebben op :

a) de behandeling en de verdeling van de aangetekende zendingen en de zendingen met aangegeven waarde;

b) de behandeling van de onverdeelbare zendingen en de onbestelbare zendingen; en

c) de zendingen die niet toegelaten zijn tot het postvervoer om redenen van openbare orde, veiligheid en gezondheid, of nog de regels in verband met het vervoer van gevaarlijke stoffen.”

3. In advies 61.918/2/V² van 11 september 2017 heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt over een bepaling die zich toen nog in de ontwerpfase bevond en die naderhand artikel 3, § 1, 8°, van de wet van 26 januari 2018 geworden is:

“3.1. Paragraaf 1, 8°, bepaalt dat de aanbieders van postdiensten zich dienen te houden aan:

‘de voorwaarden bepaald door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, (...) die inzonderheid betrekking hebben op:

a) de behandeling en de verdeling van de postzendingen;

b) de onverdeelbare zendingen en de onbestelbare zendingen;

c) het gebruik en de verkoop van postzegels en van andere titels die het recht op de levering van een postdienst materialiseren; en

d) de zendingen die niet toegelaten zijn tot het postvervoer.’

Zoals de afdeling Wetgeving in haar advies 53.840/4³ opgemerkt heeft, biedt:

‘artikel 9, lid 1, van richtlijn 97/67/EG de lidstaten de mogelijkheid (...) om voor de postdiensten die buiten de werkingssfeer van de universele dienst vallen, ‘algemene machtigingen’ in te stellen, in de zin van artikel 2, 14), eerste streepje, ervan ‘voor zover dit noodzakelijk is om de naleving van de essentiële eisen te waarborgen’ die in artikel 2, 19), ervan op [limitatieve] wijze worden opgesomd: ‘essentiële eisen: niet-economische redenen van algemeen belang die een lidstaat ertoe kunnen bewegen voorwaarden inzake het aanbieden van postdiensten op te leggen. Deze redenen zijn het vertrouwelijke karakter van de brievenpost, de veiligheid van het functioneren van het netwerk op het gebied van

² Advies 61.918/2/V van 11 september 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 26 januari 2018 ‘betreffende de postdiensten’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-2694/001, 71-82, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61918.pdf>.

³ Voetnoot 9 van het geciteerde advies: Advies 53.840/4, dat op 25 september 2013 gegeven is over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 3 februari 2014 ‘houdende diverse bepalingen betreffende postdiensten’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53840.pdf>.

het vervoer van gevaarlijke stoffen, de naleving van arbeidsvoorwaarden en -omstandigheden en regelingen voor sociale zekerheid die in wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen zijn vastgelegd en/of via collectieve onderhandelingen tussen de nationale partners zijn overeengekomen, in overeenstemming met het communautaire en het nationale recht, en, in gerechtvaardigde gevallen, de bescherming van gegevens, de bescherming van het milieu en de ruimtelijke ordening. Gegevensbescherming kan bestaan uit de bescherming van persoonsgegevens, het vertrouwelijke karakter van informatie die wordt doorgegeven en/of opgeslagen, alsmede de bescherming van de persoonlijke levenssfeer'.

In andere bepalingen van richtlijn 97/67/EG wordt weliswaar ook in de mogelijkheid voorzien om bepaalde verplichtingen op te leggen aan de aanbieders van postdiensten, maar het gaat dan om welbepaalde verplichtingen met een duidelijk omschreven voorwerp, zoals het geval is met artikel 19 van richtlijn 97/67/EG dat betrekking heeft op de procedures voor de behandeling van klachten van de gebruikers van de postdiensten en voor de regeling van geschillen.

Er kan tot slot ook rekening gehouden worden met de bepalingen van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, waaruit voortvloeit dat het Verdrag en het afgeleid Europees recht, in de mate dat deze daarin voorzien, geen beletsel vormen voor de Lidstaten om maatregelen te treffen die gerechtvaardigd zijn op grond van essentiële redenen, zoals de openbare zedelijkheid, de openbare orde, de openbare veiligheid en de bescherming van de gezondheid⁴.

In het licht van al die bepalingen van het Europees recht, is het evenwel zo dat de verplichtingen die opgelegd worden aan de aanbieders van postdiensten ingevolge de algemene machtiging, enkel opgelegd mogen worden binnen bepaalde perken, zowel wat het voorwerp, als wat de doelstelling ervan betreft. Bovendien moeten die verplichtingen in een redelijke verhouding staan ten opzichte van het nagestreefde doel.'

In dat verband geeft artikel 3, § 1, 8°, van het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

3.2. Wat a) en b) betreft, merkt de afdeling Wetgeving op dat de Koning krachtens het huidige artikel 148bis, § 1, van de wet van 21 maart 1991 weliswaar reeds gemachtigd is om de voorwaarden te bepalen die gerespecteerd dienen te worden voor de distributie en de behandeling van bepaalde zendingen, maar dat het daar gaat om de voorwaarden in verband met de essentiële eisen en louter betreffende bepaalde zendingen (aangetekende zendingen, zendingen met aangegeven waarde en onbestelbare zendingen).

Aangezien bij artikel 3, § 1, 8°, a) en b), aan de Koning de bevoegdheid verleend wordt om voorwaarden vast te stellen die geen verband houden met de essentiële eisen en die (althans in theorie) een ruimere werkingssfeer hebben dan het huidige artikel 148bis, § 1, moet de steller van het voorontwerp, in het licht van de hierboven aangehaalde principes, de redenen kunnen opgeven die grond opleveren voor het opleggen van dergelijke verplichtingen.

⁴ Voetnoot 10 van het geciteerde advies: Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Zie bijvoorbeeld de artikelen 36 en 52 van het VWEU.

3.3. Met betrekking tot artikel 3, § 1, 8°, c) heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

‘L’art. 143 de la loi de 1991 précisait que seul le Roi était autorisé à émettre des timbres poste qui représentent les droits à percevoir par bpost. L’habilitation reprise au point c) vise en fait à adapter la disposition de l’art. 143 à la réalité d’un marché totalement libéralisé dans lequel d’autres opérateurs postaux doivent également pouvoir émettre leurs propres timbres.’

Die toelichting geeft niet nauwkeurig genoeg aan welke (...) redenen grond zouden kunnen opleveren om de Koning voorwaarden te laten bepalen die alle aanbieders van postdiensten dienen na te leven bij het gebruik en de verkoop van postzegels en andere titels die het recht op de levering van een postdienst materialiseren.

3.4. Wat d) betreft, heeft de afdeling Wetgeving in haar advies 53.840/4 het volgende opgemerkt:

‘1. Met betrekking tot het begrip ‘de postzendingen die niet toegelaten worden tot het postvervoer’ kan verwezen worden naar de begrippen uit het Europees recht ‘openbare orde’, ‘openbare veiligheid’ en ‘volksgezondheid’ of nog ‘het vervoer van gevaarlijke stoffen’’.⁵

3.5. De voorliggende bepaling moet in het licht van alle bovenstaande opmerkingen herzien worden.”

4. Aangezien richtlijn 97/67/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 ‘betreffende gemeenschappelijke regels voor de ontwikkeling van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap en de verbetering van de kwaliteit van de dienst’ niet gewijzigd is sinds advies 53.840/4 en advies 61.918/2/V uitgebracht zijn, kan de Koning de machtiging die bij artikel 3, § 1, 8°, van de wet van 26 januari 2018 aan hem verleend wordt, slechts ten uitvoer leggen binnen het kader en binnen de grenzen van de opmerkingen vervat in de hierboven aangehaalde adviezen. De omstandigheid dat de onderscheiden zaken waarop die machtiging betrekking heeft, niet exhaustief opgesomd worden,⁶ doet niets af aan die vaststelling. Hetzelfde geldt voor het feit dat artikel 108 van de Grondwet in de aanhef van het ontwerp als rechtsgrond vermeld wordt, en voor de algemene bevoegdheid om uitvoering te geven aan de wetten, die bij die bepaling aan de Koning verleend wordt.

De steller van het ontwerp moet dan ook kunnen aantonen dat de verplichting die bij artikel 1 van het ontwerp aan de postoperatoren opgelegd zou worden, binnen de aldus aangegeven grenzen valt. In dat verband begrijpt de afdeling Wetgeving echter a priori niet hoe de verplichting om pakjes in daartoe bestemde bussen te bezorgen, te verantwoorden valt in het licht van de beginselen waarop ze in haar voornoemde adviezen gewezen heeft.

⁵ Voetnoot 11 van het geciteerde advies: Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Zie in verband met dit laatst punt artikel 2, 19), van richtlijn 97/67/EG.

⁶ Zie het gebruik van het woord “inzonderheid”.

5. Het derde lid en de daaropvolgende leden die bij artikel 1 van het ontwerp ingevoegd worden in artikel 5 van het koninklijk besluit van 14 maart 2022 ‘betreffende de postdiensten’, hebben bovendien noch tot doel noch tot gevolg dat aan de aanbieders van postdiensten verplichtingen opgelegd worden. Het is aan de gebruikers dat daarbij specifieke regels opgelegd worden qua afmetingen, ontwerp en aanduiding waaraan de pakjesbussen moeten voldoen.

Dergelijke regels kunnen geen rechtsgrond ontlelen aan artikel 3, § 1, 8°, van de wet van 26 januari 2018, zelfs niet als die bepaling in samenhang met artikel 108 van de Grondwet gelezen wordt.

Ter vergelijking kan verwezen worden naar artikel 16, § 1, eerste lid, 3°, van de wet van 26 januari 2018, waarbij de minister er in het kader van de universele dienst – en alleen in dat kader – uitdrukkelijk en specifiek toe gemachtigd wordt op voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie de reglementering uit te vaardigen waaraan brievenbussen moeten beantwoorden opdat de gebruikers in aanmerking kunnen komen voor de bestelling van de postzendingen die onder de universele dienst vallen.

Op te merken valt dat een dergelijke machtiging, hetzij aan de Koning hetzij aan de minister, niet voorhanden is in verband met de pakjesbussen.⁷

6. Kortom, het ontwerp moet in het licht van de voorgaande fundamentele opmerkingen herzien worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

⁷ In dit stadium en in het kader van het onderzoek van het ontworpen besluit staat het niet aan de afdeling Wetgeving zich uit te spreken over een eventuele toekomstige wetsbepaling, die er, *de lege ferenda*, toe zou strekken in de wet van 26 januari 2018 een gelijkaardige machtiging aan de Koning of aan de minister te verlenen betreffende de pakjesbussen.